



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250403-2025\_22-DE



## DÉLIBÉRATION

2025/22

### **NOUVELLES MODALITES DE TARIFICATION DE LA PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES AU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 3 Avril 2025 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Nicolas PICHONNIER, 1<sup>er</sup> Vice-Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

**Vu** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres

**Vu** le décret n° 2019-536 modifié du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

**Vu** la délibération 2022-32 du conseil d'administration du CdG62 fixant les nouvelles modalités de tarification de la prestation d'accompagnement des collectivités au Règlement Général de la Protection des Données ;

Le Président rappelle aux membres du conseil d'administration que le centre de gestion du Pas-de-Calais propose depuis 2018 aux collectivités territoriales un accompagnement à la mise en conformité au Règlement Général de la Protection des Données.

Pour ce faire le CDG 62 a recruté 2 délégués à la protection des données, qu'il met à disposition des collectivités territoriales.

Il précise qu'afin de mobiliser le plus de collectivités territoriales et d'établissements publics, il a été acté le financement de cette prestation par la cotisation additionnelle.

Il indique qu'une tarification supplémentaire était prévue pour les actions complémentaires suivantes :

- Réalisation d'études d'impact ;
- Projets complexes ;
- Audit de la sécurité des traitements de données ;
- Audit de la conformité des sous-traitants de traitements.

Il propose que les actions complémentaires précitées soient également comprises au sein des prestations délivrées par le biais de la cotisation additionnelle, ce qui n'entraînera aucun surcoût pour les collectivités.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

♦ *DECIDE* d'inclure les modifications précitées au sein des missions de la prestation RGPD financées par la cotisation additionnelle ;

♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention annexée à la présente, ainsi que tous les actes relatifs à la mise en œuvre de ces modifications.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 3 avril 2025

Le Président par intérim,

M. Nicolas PICHONNIER  
1<sup>er</sup> Vice-Président